



Le gouvernement fédéral NE VA PAS EN APPEL...

► Un jugement en flamand qui peut impacter le Brabant wallon !

► Le diable se cache dans les détails. Et certainement encore plus avec des dossiers comme celui des nuisances aériennes provoquées par Brussels Airport.

L'Asbl Epures, qui s'investit pourtant dans de nombreux autres dossiers, continue à suivre scrupuleusement celui des survols du Brabant wallon, et veille particulièrement sur les rares avancées obtenues pour la Province.

L'association a été avertie au

mois de mai 2018, qu'un nouveau jugement portant sur le trafic au-dessus du Noordrand (nord de Bruxelles) exigeait également, avec des arguments très particuliers, la suspension de la 07 Tout Droit, le tout assorti d'astreintes. Elle a donc activé ses réseaux pour qu'ils invitent le ministre à aller en appel. Son pré-décesseur, Jacqueline Galant, l'avait fait pour un jugement similaire en 2016, mais il semble pourtant que le gouvernement fédéral ne suivra pas cet exemple.

Pourquoi cette route est-elle importante ? "Les Brabançons ont été négativement touchés par les décisions du plan Anciaux en 2004. Parmi celles-ci, les décollages de la piste 07 vers l'est ont provoqué de grands changements. Au lieu d'utiliser pour décoller les couloirs non edificandi à l'est de Bruxelles, les avions viraient avant Louvain et passaient au-dessus du Brabant wallon engendrant de nombreuses nuisances, avec des survols à basse altitude très bruyants. La 07 Tout Droit, étudiée par le WerkGroep-pleuven, validée par Belgocontrol, a été mise en place avec le soutien de communes wallonnes et flamandes, d'associations flamandes et d'Epures, dans le cadre du plan Wathélet, et corrigeait très partiellement les effets négatifs du plan Anciaux", rapporte le porte-pa-

role de l'association.

"Cette route avait été validée par les gouvernements fédéral et flamand auxquels participaient à peu près les mêmes partis qu'aujourd'hui et son implantation s'était déroulée en toute transparence avec des interpellations au sein du Parlement flamand et fédéral", poursuit-il.

"Malgré cela, le gouvernement ne va pas en appel, ne serait-ce que sur ce point. Nous savons qu'il y a toujours marchandage dans ce dossier, mais il ne faudrait pas que le Brabant wallon en soit perpétuellement la victime. La suspension de cette route et le retour à celle du plan Anciaux seraient une catastrophe pour nos concitoyens, avec une augmentation directe des niveaux moyens de bruit. Rappelons qu'à l'époque, le niveau moyen de bruit était similaire à

Grez-Doiceau et à Meise, pourtant bien plus proche de Zaventem. Cela touche également au premier chef, les communes de l'ouest et du sud de Louvain."

POUR L'ASBL EPURES, il est primordial de conserver les quelques rares acquis pour la région wallonne. Elle invite donc les autorités, qu'elles soient régionales, provinciales ou communales, à suivre le dossier de près et à faire part de leurs inquiétudes.

Notons qu'à défaut d'une action de l'état fédéral, les communes de Wezembeek et de Kraainem, particulièrement concernées par le jugement précité, ont décidé, elles, de faire appel, mais il n'est malheureusement pas suspensif.

Saul



► Les nuisances aériennes de l'aéroport de Zaventem impactent aussi durement les habitants de nombreuses communes du Brabant Wallon. © BELGA

SEPT BOURGMESTRES invités à se positionner

► Epures demande une réaction des communes victimes des nuisances

► Pour marquer le coup, Epures a invité, il y a une dizaine de jours, sept bourgmestres brabançons parmi les plus concernés, soit ceux de Beauvechain, Grez-Doiceau, Chaumont-Gistoux, Wavre, Rixensart, La Hulpe, Lasne, à réagir entre autres auprès du ministre en tant que bourgmestres et donc

magistrats d'influence, pour que la solution actuelle, la 07 Tout Droit, pour les décollages en 07 soit préservée.

L'association est consciente que la période des vacances n'est pas propice à ce genre d'action, mais espère que les bourgmestres entendront son appel et réagiront dès que possible.

Nous avons demandé à l'ASBL pour quelles raisons avaient-ils ciblé ces communes et ces édiles-là ? "Nous suivons ce dossier depuis maintenant 15 ans, d'abord, sous le nom de "Trop de Bruit en Brabant wallon", ensuite sous le nom d'Epures. Nous avons acquis au fil du temps une connaissance historique du dossier et avons développé un réseau pour le suivre. Nous savons quelles zones étaient survolées et lesquelles ne le sont plus ou moins ou mieux. En ce qui concerne les décollages à partir de la 07, il nous a suffi de ressortir les tracés radars avant et après la mise en

place de la 07 Tout Droit pour nous rafraîchir la mémoire si besoin était."

Il est donc clair pour les membres de l'association que ce seront les communes de Grez-Doiceau, de Chaumont-Gistoux et de Beauvechain qui seront aux premières loges, mais Wavre et les autres ne seront pas épargnées.

Quand nous leur demandons s'ils ont une collaboration avec les autorités communales concernées, la réponse est claire : "Si nous nous entretenons régulièrement et de-

puis longtemps avec les communes de Grez-Doiceau, Chaumont-Gistoux et même de Lasne, les contacts sont beaucoup moins réguliers avec les autres. Nous le regrettons. D'autant que parfois, les positionnements de certains ne favorisent pas la cohésion du territoire. Maintenant, les élus évoluent, les têtes changent. Tout ce que nous leur demandons est de considérer Brussels Airport comme un volcan dont les éruptions peuvent toujours toucher le territoire de leur commune. Mais à la différence d'un volcan, ils peuvent à l'égard de cet aéroport prendre des mesures, ou en amener d'autres à les prendre. Et nous sommes là pour les aider."

Saul

Brussels Airport est à considérer comme un volcan